



HCT INPUTS

1. Situation de protection :

Le Groupe de Travail Lutte Anti-Mine (GT-LAM) Tanganyika, qui fait partie du Cluster Protection Régional, a récemment vu le jour dans la Province avec la réouverture du bureau UNMAS Kalemie en fin juin 2018 avec un Coordonnateur dédié à 50%.

Au cours des différentes rencontres déjà organisées, nous avons enregistré 350 alertes liées aux mines et Restes Explosifs des Guerres (REG) à travers la province entre juillet 2017 et septembre 2018 dont 31 confirmées pour lesquelles une dépollution est à envisager, 313 nécessitant des enquêtes non techniques couplées à l'éducation aux risques des mines et REG et 6 nécessitant l'assistance aux victimes (voir document joint pour les détails).

2. Développements récents : (face à la situation décrite)

Avec des mouvements de retour forcé des déplacés, il y aurait la contamination potentielle dans les zones de retour, l'exemple du village Emilingombe dans lequel le mouvement de retour bien que timide est observé, comprend une zone suspectée dangereuse située dans un champ cultivable auquel les populations non plus d'accès. On peut aussi noter des mouvements de retour sur les axes Kalemie-Nyunzu, Kalemie-Moba, etc. pour lesquels on a enregistré beaucoup d'alertes non répondues qui nécessitent des enquêtes non techniques approfondies et des séances d'éducation aux risques des mines et REG.

3. Tendances : (comment la situation a évolué les dernières semaines, quelles tendances sont perceptibles/risques d'amélioration ou détérioration)

La tendance actuelle évoluerait à la hausse dans la notification des nouvelles alertes étant donné que chaque semaine, au moins une alerte est rapportée par les partenaires ou leurs points focaux.

Cette situation est inquiétante pour les populations retournées et causerait beaucoup de soucis de protection et des difficultés potentielles de réintégration si l'accès aux infrastructures et aux champs est limité par la présence d'engins non explosés dans zones concernées avec des risques d'accidents.

En référence à la matrice ci-jointe, il sied de noter une potentielle contamination additionnelle dans les territoires et villages pour ces 313 alertes y indiquées ; d'où le besoin de confirmer cette potentielle contamination à travers la conduite des enquêtes non techniques dans tous les villages concernés.

4. Récentes initiatives de plaidoyer sans suite : (Récentes initiatives de plaidoyer sans suite pour que le Senior Mgt puisse pousser/décanter au niveau HCT)

Rien à signaler



5. Actions prévues : (que fait ou prévoit faire le cluster protection et ses sous-clusters ?)

UNMAS a récemment eu le financement CERF qui couvre le territoire de Kongolo uniquement, ce financement a permis à UNMAS de couvrir cette zone pour les enquêtes non techniques, l'éducation aux risques des mines et la dépollution dans ce territoire. UNMAS a mobilisé d'autres ressources financières qui lui a permis de dépêcher une équipe de déminage pour une durée d'une année et qui pourrait couvrir l'ensemble de la province en déminage et dépollution des zones a REG pendant cette période ; cependant, il faudra des ressources additionnelles pour couvrir l'éducation aux risques et surtout en enquêtes non techniques dans les territoires de Kalemie, Moba, Nyunzu, Kabalo et Manono.

6. Recommandations : (quelles recommandations spécifiques et à qui s'adressent-elles ?)

Action à prendre / recommandations	Responsable	Echéance
Plaidoyer auprès de l'Equipe Humanitaire Pays pour l'allocation des fonds additionnelles pour les enquêtes non techniques et l'éducation aux risques dans les 5 territoires non couverts par la réponse actuelle	UNMAS, cluster Protection et OCHA	Le plus tôt possible
Conduire les enquêtes non techniques et les séances d'éducation aux risques des mines et REG dans les 5 territoires non couverts par la réponse actuelle	UNMAS/partenaires	Aussitôt que les fonds sont alloués
Référer les alertes confirmées à l'équipe technique de déminage	UNMAS/partenaires	Au fur et à mesure de la notification des nouvelles alertes
Partager toutes les alertes au CCLAM pour prise en compte dans leur base des données nationale.	UNMAS/partenaires	Au fur et à mesure de la notification des nouvelles alertes

BUDGET ESTIMATIF